

ABUS DE POSITION PUBLIQUE ET PRIVATISATION DE MASSE DANS LES ÉCONOMIES DE L'EST EN TRANSITION. APPROCHE THÉORIQUE ET EMPIRIQUE

Daniel LABARONNE et Fahmi BEN-ABDELKADER

Université Bordeaux IV, Centre d'Économie de la Sorbonne
(danielabaronne@yahoo.fr)
Université Paris 1, Centre d'Économie de la Sorbonne
(Fahmi.Ben-Abdelkader@malix.univ-paris1.fr)

JEL : D23 K42 L33 P2

Mot-clés : Droits de propriété, corruption, privatisation, économies en transition

RÉSUMÉ : Nous présentons les arguments théoriques qui, au début de la transition à l'Est, ont justifié le recours à la privatisation de masse comme méthode de privatisation à privilégier afin d'éviter l'abus d'une position publique à des fins privées lors du transfert des actifs publics. Nous estimons une fonction de corruption pour la période 1995-2001, appliquée aux économies de l'Est en transition. Nos résultats montrent que l'abus d'une position publique se développe dans un contexte marqué par des conditions économiques et politiques initiales défavorables, l'éloignement par rapport à l'Union européenne, le recours privilégié à la méthode de privatisation de masse. S'agissant de l'impact de cette méthode, nos résultats ne sont pas conformes aux attentes théoriques. Nous tentons de les interpréter en soulignant que les modalités concrètes de mise en œuvre de la privatisation de masse ont été assez éloignées de celles que prévoyait le modèle théorique initial. En particulier, elles semblent avoir offert de larges plages discrétionnaires aux acteurs publics qui ont pu instrumentaliser cette méthode de privatisation au service de leur fonction d'utilité. Ce comportement serait, selon nous, à l'origine des liens observés entre la méthode de privatisation de masse et une partie de l'évolution de la corruption dans les EET.



INTRODUCTION

Depuis 1990, de nombreux travaux théoriques et empiriques se sont intéressés à la corruption dans les économies de l'Est en transition (EET)¹, celle-ci étant définie comme « l'abus d'une position publique à des fins privées ». Les travaux récents s'organisent autour de quatre thèmes.

Le premier est celui de la mesure du niveau de corruption dans chacun des pays de l'Est. Ce niveau est évalué à l'aide de deux types d'indices : des indices de corruption pays qui reflètent la perception que peuvent avoir les experts internationaux du niveau de corruption dans les économies en transition (Kaufmann *et al.*, 2003) ; des indicateurs de « capture de l'État » et de corruption administrative qui évaluent le niveau de corruption dans un pays tel que le perçoivent les acteurs économiques nationaux (Hellman *et al.*, 2003). Par capture de l'État, Hellman entend les efforts déployés par les groupes de pression pour modeler les lois, politiques et règlements à leur avantage en soudoyant les décideurs publics ; la corruption administrative, quant à elle, correspond aux paiements illégaux visant à changer la manière dont les lois, règles ou réglementations sont appliquées à ceux qui effectuent ces paiements.

Le second thème porte sur les conséquences économiques et sociales de l'abus d'une position publique à l'Est. Dans le prolongement des recherches menées sur les pays industrialisés ou en développement², les travaux consacrés à l'Est montrent que la capture de l'État et/ou la corruption administrative ont une forte implication négative pour la croissance économique, les investissements et les performances des entreprises (Hellman & Schankerman, 1999, 2000 ; Johnson *et al.*, 2000 ; Hellman *et al.*, 2002), favorisant la progression des inégalités de revenu (Anderson *et al.*, 1999 ; Narayan *et al.*, 2000 ; World Bank, 2000a), la fuite des recettes fiscales (Anderson, 2000) et le développement de l'économie informelle (Johnson *et al.*, 2000).

Le troisième thème s'intéresse à l'origine des différences du niveau d'abus de bien public constatées dans les pays de l'Est. L'accent est mis sur la qualité initiale du cadre institutionnel à partir duquel chacun des pays a entamé sa

1. Dans notre étude : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Ukraine ; Estonie, Lettonie, Lituanie ; Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie ; Albanie, Bulgarie, Croatie, Roumanie.

2. En particulier, les travaux qui soulignent, dans le cas des pays hors transition, l'impact négatif de la corruption sur la croissance et la formation brute de capital fixe (MAURO, 1995 ; CAMPOS *et al.*, 1999 ; TREISMAN, 2000), les dépenses publiques de santé ou d'éducation (MAURO, 1998 ; GUPTA *et al.*, 2000), la réduction des inégalités ou de la pauvreté (GUPTA *et al.*, 1998 ; NARAYAN *et al.*, 2000), le développement du secteur « formel » (JOHNSON *et al.*, 1997, 1999), la qualité des infrastructures publiques (TANZI & DAVOODI, 1997, 2000), les investissements directs étrangers (WEI, 1999a et b ; SMARZYNSKA & WEI, 2000), la liberté d'entrée sur le marché de nouveaux entrepreneurs (DJANKOV *et al.*, 2001), la libéralisation des mouvements de capitaux (BAI & WEI, 2001).





transition (Hellman, 1998), sur le niveau de libéralisation politique et économique une fois la transition bien engagée (De Melo *et al.*, 2001), sur la rupture (ou la permanence), à ses débuts, des structures politiques préexistant au changement systémique (Commander & Frye, 1999), sur la proximité ou l'éloignement par rapport à l'Union européenne (Roland & Verdier, 1999).

Le quatrième thème, enfin, concerne les moyens permettant de réduire le niveau d'abus d'une position publique dans les économies en transition. À l'instar des travaux portant sur d'autres types d'économie (Knack & Keefer, 1995, 1997 ; Rose-Ackerman, 1999), ceux consacrés à l'Est soulignent, pour une grande part d'entre eux, le rôle fondamental joué par la bonne gouvernance dans la lutte contre la corruption (Hellman & Schankerman, 1999, 2000 ; Johnson *et al.*, 2000 ; Abed & Davoodi, 2000 ; Broadman & Recanatini, 2000 ; Grigorian & Martinez, 2000 ; World Bank, 2000b ; Lederman *et al.*, 2001 ; Hellman *et al.*, 2002 ; Kaufmann *et al.*, 1999a, b, 2003). Dans ces travaux, la gouvernance est généralement définie comme « les institutions qui permettent aux pouvoirs publics d'un pays d'exercer leur autorité ».

En dépit de cette abondante et récente littérature sur la corruption à l'Est, l'analyse des liens théoriques et empiriques entre privatisation et abus d'une position publique est, de façon inattendue, négligée ou ignorée dans la plupart des études sur la transformation des économies post-socialistes. On peut s'en étonner compte tenu de la place qu'occupe la privatisation dans l'analyse théorique de la transition (Nivet, 2001) et dans les très nombreux travaux empiriques qui se sont penchés sur la relation privatisation-croissance (Labaronne, 2001) ou privatisation-performances des firmes (Labaronne, 2002a). Seule, une étude de référence, celle de Kaufmann et Siegelbaum (1997), aborde explicitement ces questions. Les auteurs montrent qu'en raison des caractéristiques initiales de la privatisation à l'Est (insuffisance de l'épargne intérieure et faible intérêt des investisseurs étrangers)³, la meilleure méthode de privatisation pour éviter l'abus d'une position publique associé aux transferts des actifs publics vers le secteur privé est la privatisation de masse qui consiste à répartir l'ensemble du capital social des entreprises publiques au sein de la population sous forme de coupons de privatisation. Les méthodes de privatisation les moins favorables au regard des risques de corruption sont le rachat des entreprises par leurs salariés (*RES*) et la vente directe.

Nous disposons aujourd'hui d'un ensemble de données statistiques qui nous autorise à tester la pertinence de l'analyse de Kaufmann et Siegelbaum

3. Seuls éléments de spécificité des pays de l'Est en transition pris en compte par les auteurs, contrairement à une approche de type Hirschmann qui souligne les énormes différences des pays de l'Est, et des pays en développement en général, avec ceux de l'Ouest (HIRSCHMANN, 1984).





(KS). Ces données recouvrent l'évolution des indices de corruption dans les pays de l'Est depuis les premières années de la transition, de même que celle des principales méthodes de privatisation retenues par chacun d'eux. Nous pouvons alors tenter de vérifier s'il existe bien, comme le postulent les auteurs, une relation négative entre l'abus d'une position publique et la privatisation de masse dans les EET. Cette recherche s'inscrit toutefois dans une réflexion plus large qui essaie d'identifier les facteurs explicatifs de l'évolution de la corruption à l'Est. Nous examinons plus particulièrement le rôle d'un certain nombre de variables explicatives présentées dans la littérature sur les EET. Trois séries de variables sont ainsi prises en considération. La première est représentative des conditions initiales, économiques (niveau de développement) et politiques (rupture ou maintien des élites politiques en place) à partir desquelles chacun des pays de l'Est est entré dans le processus de transition. Nos résultats confirment que la corruption dans les EET est d'autant plus faible que les conditions économiques initiales ont été favorables et qu'une rupture s'est produite avec les structures politiques antérieures à la transition. La deuxième met l'accent sur le rôle des variables de « proximité » des EET avec l'Union européenne. Nos résultats corroborent l'intuition selon laquelle la corruption est d'autant plus faible que la distance géographique des EET par rapport à Bruxelles est courte et que les perspectives d'adhésion à l'UE sont réelles. Une dernière série de variables entend capturer l'influence du choix de la méthode de privatisation sur l'évolution de la corruption. Ici, nos résultats infirment les présupposés théoriques de KS en montrant que la corruption dans les EET est associée positivement au recours à la privatisation de masse et négativement au choix des méthodes *RES* ou par vente directe. Nous tentons d'interpréter ce résultat en montrant que les modalités concrètes de la privatisation de masse ont été assez éloignées de celles qui étaient prévues par le schéma théorique initial. En particulier, elles semblent avoir offert de larges plages discrétionnaires aux acteurs publics qui ont pu faire de la privatisation de masse un instrument au service de leur fonction d'utilité. Ce comportement serait, selon nous, à l'origine des liens positifs entre cette méthode de privatisation et une partie de la corruption observée dans les EET.

Pour mener à bien cette analyse, nous revenons sur les arguments théoriques de Kaufmann et Siegelbaum pour qui la privatisation de masse était une méthode « propre », ce qui justifiait son utilisation (1). Nous procédons ensuite à l'étude empirique des liens entre privatisation de masse et corruption dans les EET pour la période 1995-2001 (2). Enfin, nous interprétons nos résultats empiriques (3) et concluons.





1. LE RECOURS À LA PRIVATISATION DE MASSE : FONDEMENTS THÉORIQUES

L'analyse du processus de transition, au début de la décennie 1990, a largement été inspirée par l'économie standard dominante (pour une synthèse, voir Andreff, 2002, 2003, 2007). Celle-ci a influencé les politiques économiques poursuivies par un grand nombre de pays de l'Est, préconisant la stabilisation macroéconomique (lutte contre l'inflation), la mise en œuvre de réformes structurelles (libéralisation de l'activité) et le transfert des actifs publics (privatisation).

S'agissant de la privatisation, aux questions – pourquoi privatiser les actifs publics et comment les privatiser dans une optique d'amélioration de leurs performances et de privatisation « propre » ? –, les réponses théoriques apportées par ce courant découlaient d'une conception de l'entreprise publique envisagée sous l'angle de la propriété. Cette approche, consacrée par la théorie des contrats incomplets (Grossman & Hart, 1986 ; Hart & Moore, 1990) dont l'objectif est d'expliquer les formes organisationnelles en tant que mode de résolution des problèmes posés par l'incomplétude des contrats, distingue deux aspects de la propriété : l'allocation des droits de décision « résiduels » et l'appropriation des gains « résiduels ». L'allocation des droits sur un actif (le *control right*) correspond au droit de prendre toutes les décisions relatives à l'usage de cet actif qui ne sont ni contrôlées explicitement par la loi ni attribuées contractuellement à d'autres agents. L'appropriation des gains (le *cash flow right*) est le droit de bénéficier des gains associés à la possession de l'actif dont l'affectation n'est pas prévue contractuellement. Dans ce cadre, le courant standard justifie la privatisation des entreprises publiques par la nécessité d'améliorer l'efficacité de leur gestion (1.1.). KS, qui s'inscrivent dans ce courant, montrent que la méthode de privatisation de masse est la plus favorable pour éviter les risques d'abus de position publique liés au transfert des *control rights* (1.2.) et des *cash flow rights* (1.3.) des anciennes entreprises publiques.

1.1. PRIVATISER POUR AMÉLIORER LA GESTION DES ENTREPRISES

Vue sous le double aspect de la propriété, l'entreprise publique se caractérise par le rôle prépondérant de l'État à la fois dans les décisions résiduelles et dans l'appropriation des gains résiduels. Dès lors, pourquoi privatiser les entreprises publiques à l'Est (mais aussi à l'Ouest) ? Parce qu'elles seraient inefficaces en termes productifs (absence de minimisation des coûts de production) et allocatifs (absence d'alignement des prix sur les coûts marginaux). À quoi tiendrait cette inefficacité ? Au fait que les responsables politiques ou bureaucratiques disposent de droits de décision résiduels sur les actifs publics mais ne possèdent pas, du moins légalement, de droits d'appropriation des gains résiduels. Ces droits appartiennent au Trésor public. Ce décalage entre les *control rights* et les *cash flow rights*,





conjugué avec le contrôle de l'État sur l'activité économique, serait à l'origine de l'inefficacité des entreprises publiques (Shleifer & Vishny, 1993, 1994), notamment dans le cas des économies socialistes (Boycko, Shleifer & Vishny, 1993, 1995). L'État, plus précisément les acteurs publics, hommes politiques ou fonctionnaires, assigneraient à ces firmes des objectifs, non de maximisation de leur efficacité économique puisque les acteurs publics ne bénéficient pas des *cash flow rights*, mais des objectifs politiques de réélection (en imposant des décisions stratégiques comme la sauvegarde de l'emploi, le maintien des salaires, l'absence de restructuration dans les entreprises publiques) ou encore des objectifs discrétionnaires (bureau de plus grande taille) ou privés (enrichissement personnel).

Transférer rapidement les droits de propriété de l'État aux acteurs privés et améliorer ainsi l'efficacité des firmes figuraient parmi les principaux objectifs de la privatisation⁴. La question était alors de savoir comment procéder concrètement au transfert des actifs publics dans les EET. Il s'agissait de retenir la modalité qui permettrait à la fois de relancer l'efficacité des entreprises et d'éviter l'abus de position publique associé à la cession des actifs publics. Concernant la relance de l'efficacité, la méthode de privatisation de masse est très tôt apparue comme peu performante (Banque mondiale, 1992). En revanche, et c'est ce point qui nous intéresse ici, cette méthode était présentée, notamment par KS, comme la plus apte à éviter la corruption. À cet égard, les deux auteurs formulaient l'hypothèse que la corruption était liée : i) à l'étendue des *control rights* des acteurs publics sur l'activité économique ; ii) au décalage entre les droits de décision résiduels et l'appropriation des gains résiduels⁵.

1.2. PRIVATISATION DE MASSE ET ALLOCATION DES DROITS DE DÉCISION RÉSIDUELS

Le choix de la méthode de privatisation dépendait de l'impact de chacune d'elles sur le maintien ou la remise en cause du *control right* des acteurs publics. Le potentiel de limitation de la corruption impliqué par chaque méthode dépendait, selon KS, de quatre facteurs : i) La rapidité de la mise en œuvre. La méthode la plus favorable était celle qui retirait le plus rapidement aux dirigeants politiques le *control right* sur la gestion des firmes publiques et qui prenait de vitesse les tentatives d'arrangements

4. D'autres objectifs étaient assignés à la privatisation : la rapidité et la faisabilité, un meilleur accès au capital et aux compétences, un renflouement des caisses de l'État, la recherche de l'équité (BANQUE MONDIALE, 1996, p. 63). Nombre de préoccupations d'ordre économique, politique, idéologique, social ou financier ont également prévalu dans les politiques publiques de privatisation des EET (LABARONNE, 1999a, pp. 27-29).

5. Par construction, les auteurs ne prenaient pas en considération les effets de contexte (*framing effect*) ou de dotation (*endowment effect*) qui permettent de mieux comprendre, par la spécificité du contexte national, l'impact de cette méthode de privatisation sur l'abus de bien social. Voir à ce sujet SAPIR, 2005.



corrompus lors des transactions liées aux privatisations. ii) Le niveau de la discrétion administrative. La méthode à privilégier était celle qui excluait le moins de secteurs d'activité du champ de la privatisation et donc qui limitait le plus la mainmise des acteurs publics sur le processus de privatisation. Cette mainmise est l'essence même des *control rights* et favorise les comportements de *grabbing hand* (main accapareuse). iii) La transparence et l'accès à l'information. La méthode à encourager était celle qui permettait les anticipations rationnelles des acteurs grâce à une définition claire des « règles du jeu » de l'action publique et à une information objective sur le résultat des transactions du processus de privatisation. iv) L'indépendance de l'administration chargée de la privatisation. La méthode à favoriser était celle qui créait des organes décentralisés, concurrents et indépendants de privatisation afin de supprimer ou de diluer les *control rights* des acteurs publics sur l'activité économique et d'éviter les phénomènes de collusion avec les anciens réseaux nomenklaturistes.

TABLEAU 1
Méthode de privatisation et corruption potentielle

		Rapacité de mise en œuvre	Espace discrétionnaire libre	Transparence du processus	Indépendance de l'administration
Privatisation de masse	Corruption	--	--	--	-
Vente à des investisseurs	Corruption	++	++	-	-
Rachat des entreprises par leurs salariés	Corruption	+	++	++	+

* - ou -- signifient faible ou très faible potentialité de corruption, + ou ++ signifient forte ou très forte potentialité de corruption.

Source : d'après KAUFMANN & SIEGELBAUM, 1997, p. 429.

Chaque méthode de privatisation était évaluée par KS au regard de ces critères théoriques et de sa capacité à favoriser les performances des firmes et à éviter la corruption (Tableau 1). Au terme de cette comparaison, c'est la privatisation de masse qui présentait le maximum d'avantages et devait, pour ces auteurs, être privilégiée dans les EET. Cette méthode n'était certes pas immunisée contre les risques de corruption mais elle permettait de réduire rapidement les *control rights* des acteurs publics en transférant sans délai et de manière simple les actifs publics à des acteurs privés. Appliquée à l'ensemble des entreprises, elle laissait le moins d'espace aux compor-



tements discrétionnaires des acteurs publics, le nombre d'entreprises non éligibles au programme de privatisation étant limité. Évitant les procédures longues d'évaluation comptable des actifs tout en reposant sur des principes d'équité et de justice sociale, elle transmettait un message clair et crédible d'engagement des pouvoirs publics en faveur de la mise en œuvre rapide d'une politique radicale de privatisation. Administrée par des agences ou des fonds ou des mutuelles de privatisation, elle favorisait l'introduction de nouvelles règles de gouvernement des entreprises, en rupture avec l'ancien système de *control rights*.

En comparaison, la vente directe des entreprises à des investisseurs, notamment autochtones, ou le rachat des entreprises par leurs salariés étaient, selon KS, des méthodes de privatisation moins rapides et plus complexes à mettre en œuvre, largement dépendantes du comportement discrétionnaire des acteurs publics ; elles étaient également les plus sujettes à des asymétries informationnelles et les moins éloignées de l'ancienne structure de *control rights* ⁶.

1.3. PRIVATISATION DE MASSE ET APPROPRIATION DES GAINS RÉSIDUELS

Une fois la privatisation engagée, les sources de corruption et les freins à l'efficacité des entreprises dépendaient grandement, selon KS, de la capacité des acteurs publics à créer de nouveaux droits de contrôle ou à redéfinir les anciens droits et à s'approprier une partie des gains résiduels des firmes privatisées. Les acteurs publics disposaient encore de deux types de droits de contrôle dont ils pouvaient user après la privatisation : i) le droit d'autoriser ou d'interdire des activités économiques, notamment par l'octroi de licences aux entreprises privatisées ; ii) le droit d'accorder à celles-ci des fonds publics, directement par le biais de subventions, indirectement au moyen de différés de paiements fiscaux et sociaux ou de crédits à taux privilégiés.

Le choix de la méthode de privatisation dépendait de la capacité de chacune d'elles à réduire ces deux types de droits. Les auteurs partageaient du principe que plus les acteurs privés bénéficiaient de *cash flow rights*, plus ils agissaient pour accroître leurs gains résiduels et moins ils étaient favorables au partage de ces gains avec les acteurs publics. Les facteurs susceptibles d'étendre les *cash flow rights* des acteurs privés, donc d'améliorer l'efficacité de leur firme, étaient, selon KS au nombre de quatre : i) La propriété résiduelle de l'État. La méthode à favoriser était celle qui s'accompagnait d'une privatisation à 100 % du capital social des firmes, c'est-à-dire qui évitait le maintien de l'État comme actionnaire, minoritaire ou majoritaire, ou

6. S'agissant de la vente des entreprises, compte tenu de l'insuffisance de l'épargne intérieure, les seuls « investisseurs » nationaux qui, au début de la transition, étaient en mesure d'acquérir les firmes privatisées étaient, selon les auteurs, soit les anciens membres de la nomenklatura, soit les personnes qui s'étaient enrichies avant la transition grâce au marché noir.



comme actionnaire privilégié avec droit de veto ou « golden share ». ii) Le cahier des charges après la privatisation. La méthode, dans ce cas, était celle qui empêchait les acteurs publics d'imposer des obligations managériales aux futurs acquéreurs des firmes privatisables (maintien de l'emploi, des salaires, des lignes de production, etc.). iii) L'émergence de nouveaux propriétaires. La méthode était celle qui autorisait le développement rapide d'une nouvelle classe d'entrepreneurs n'ayant aucune relation préexistante avec les anciens acteurs publics afin qu'ils exercent une pression politique en faveur de la libéralisation de l'activité (suppression des licences) et à l'encontre des taxes ou impôts finançant les subventions publiques. iv) L'honnêteté des transactions initiales. La méthode à adopter était celle qui permettait aux premières transactions associées aux privatisations d'être exemptes de corruption afin de ne pas créer de liens de dépendance entre des acteurs privés et publics redevables les uns aux autres.

TABLEAU 2
Méthodes de privatisation et corruption post-privatisation*

		Étendue du programme de privatisation	Propriété résiduelle d'État	Cahier des charges imposé	Actionnaires nouveaux dus au processus	Corruption liée aux transactions
Privatisation de masse	Corruption	--	++	--	-	--
Vente à des investisseurs	Corruption	-	--	++	--	+
Rachat des entreprises par leurs salariés	Corruption	-	--	++	++	++

* "-" ou "--" signifient faible ou très faible potentialité de corruption, "+" ou "++" signifient forte ou très forte potentialité de corruption.

Source : d'après KAUFMANN & SIEGELBAUM, 1997, p. 434.

Au regard de ces facteurs théoriques de corruption après la privatisation, c'est toujours la méthode de privatisation de masse qui semblait devoir l'emporter compte tenu de ses nombreux atouts selon KS (Tableau 2). Elle était peu concernée par l'imposition d'un cahier des charges et peu sujette à des transactions initiales marquées par la corruption. Elle favorisait un nouvel « actionnariat populaire » et l'émergence d'une classe moyenne d'entrepreneurs favorables aux réformes. Cette méthode cumulait toutefois deux handicaps du point de vue des *cash flow rights* : i) la dispersion de l'actionnariat, peu propice au fonctionnement de mécanismes efficaces de gouvernement d'entreprise ; ii) le maintien possible d'une importante propriété étatique résiduelle, les firmes publiques pouvant ne pas être privatisées à 100 %. Ces deux obstacles étaient faciles à surmonter en raison,



d'une part, du développement attendu du marché des valeurs mobilières, lequel encouragerait une concentration de l'actionnariat une fois les parts sociales distribuées à la population puis revendues sur ce marché, d'autre part, de l'achèvement du processus de privatisation qui interviendrait et conduirait l'État à se retirer complètement du capital social des firmes.

Comparativement, la vente directe des entreprises publiques à des investisseurs ou leur rachat par les salariés étaient des méthodes qui, contrairement à la privatisation de masse appliquée à l'ensemble des actifs publics, étaient réservées à un petit nombre d'entreprises privatisables. Cette situation laissait la porte ouverte aux comportements discrétionnaires d'acteurs publics en mesure d'imposer plus facilement un cahier des charges aux firmes candidates à la privatisation et de « monnayer » celle-ci. Si avec la méthode *RES*, le risque du maintien d'une propriété résiduelle de l'État dans les firmes privatisées était moins grand, elle ne permettait cependant pas une rupture définitive avec l'ancien système de gestion.

Nous venons de présenter les arguments théoriques qui justifiaient, selon KS, le recours à la privatisation de masse comme méthode à privilégier pour éviter la corruption associée au transfert des actifs publics. Il nous faut à présent confronter ces arguments à l'estimation d'une fonction de corruption dans les EET.

2. PRIVATISATION DE MASSE ET CORRUPTION : APPROCHE EMPIRIQUE

La corruption à l'Est apparaît comme un fait « stylisé » de la transition. Alors que ce thème était négligé au début de la transition, il est désormais un sujet d'analyse théorique et un objet d'étude empirique de la littérature sur les économies post-socialistes. Avant d'explicitier notre démarche, nous apportons des éléments descriptifs et explicatifs de l'indicateur de corruption que nous avons retenu. Cet indicateur est celui proposé par Kaufmann *et al.* (2003) dans leur base de données sur la gouvernance pays. Nous évoquons la construction de cet indicateur (2.1.) puis décrivons son évolution pour les pays pris en compte dans notre étude (2.2.). Cette première approche révèle des divergences dans l'évolution des indicateurs de corruption et nous invite à approfondir les facteurs qui en sont à l'origine (2.3.).

2.1. LA VARIABLE EXPLIQUÉE : L'INDICATEUR DE CORRUPTION

De très nombreux organismes élaborent des indicateurs de corruption pays en recueillant auprès d'experts des appréciations sur l'état de la corruption dans un pays donné ou en exploitant les réponses aux questions posées, lors d'enquêtes, à un échantillon de chefs d'entreprise ou de citoyens sur l'état de la corruption dans leur pays. Ces organismes sont d'horizons divers :





- Agences de rating : Business Environment Risk Intelligence (BRI), Country Policy and Institutional Assessment (CPIA), Global Insight's DRI/McGraw-Hill (DRI), The Economist Intelligence Unit (EIU), World Economic Forum, Political Risk Services (PRS), World Markets Online (WNO).

- Fondations défendant des objectifs idéologiques, adossées à des universités ou des journaux : Institute for Management Development qui publie depuis 1987 le *World Competitiveness Yearbook* (WCY), Freedom House (FRH) et Freedom House Nation in Transit (FNT) qui défendent les valeurs démocratiques dans le monde, Gallup International (GAL) qui mène des enquêtes d'opinion.

- Centres de recherche : State Failure Task Force State Capacity Survey (CUD) de l'Université de Columbia.

- Institutions nationales et internationales : Ministère français des finances, de l'économie et de l'industrie qui publie une base de données sur les profils institutionnels d'économies développées, en développement ou en transition, profils tenant compte du niveau de corruption dans les pays étudiés ; Banque mondiale qui élabore avec l'Université de Stanford des indicateurs de corruption pays sous la direction de D. Kaufmann et des indicateurs de corruption entreprise : *The World Business Environment Survey* (WBS).

Parmi tous les indicateurs disponibles, nous avons retenu ceux proposés par Kaufmann *et al.* (2003)⁷. Ces auteurs construisent leurs indicateurs en agrégeant des indicateurs élémentaires provenant des sources mentionnées ci-dessus. Si l'on considère que chaque indicateur élémentaire est affecté de biais propres à sa source et à sa construction mais que ces biais sont indépendants les uns des autres, les indicateurs agrégés « Kaufmann » sont *a priori* plus robustes que les indicateurs élémentaires. Toutefois, malgré la méthode d'agrégation adoptée, les indicateurs Kaufmann peuvent comporter des marges d'erreur non négligeables. Les auteurs l'admettent et invitent les utilisateurs de leur base à la plus grande prudence lors des comparaisons dans le temps et entre pays. Ils ajoutent cependant que la valeur de leurs indicateurs s'avère assez fortement corrélée avec celle d'indicateurs issus d'autres sources d'information statistique. Pour notre étude, ces indicateurs présentent en outre l'avantage de couvrir les pays que nous y avons inclus et d'être calculés pour la période 1996-2002, ce qui permet un suivi de leur évolution.

7. L'indicateur de contrôle de la corruption (*control of corruption*) est l'un des six indicateurs utilisés par Kaufmann *et al.* pour évaluer la « gouvernance pays » qu'ils définissent comme « les traditions et les institutions qui permettent aux pouvoirs publics d'un pays d'exercer leur autorité ». Les autres indicateurs sont *voice and accountability*, *political stability*, *gouvernement effectiveness*, *regulatory quality*, *rule of law*.





2.2. ÉVOLUTION DE L'INDICATEUR DE CORRUPTION ET MÉTHODE DE PRIVATISATION DANS LES EET : APPROCHE STATISTIQUE

L'évolution, au cours de la période 1996-2002⁸, de l'indicateur de corruption Kaufmann pour les vingt-deux pays de notre étude⁹ est présentée dans le Tableau 3. Nous distinguons principalement trois groupes de pays, classés selon la méthode de privatisation privilégiée durant la période concernée. Le premier comprend les pays qui ont principalement opté pour la méthode de privatisation de masse (*MASS*). Il s'agit de la République tchèque, la Lituanie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kirghizstan, la Moldavie, la Russie et l'Ukraine. Le deuxième considère les pays qui ont adopté la méthode du rachat des entreprises par leurs salariés (*RES*) : Albanie, Biélorussie, Croatie, Roumanie, Slovénie et Ouzbékistan. Le troisième recouvre les pays qui ont privilégié la vente directe (*VEN*) : Bulgarie, Estonie, Hongrie, Kazakhstan, Pologne et République slovaque. Le classement des pays en fonction de la méthode de privatisation plus particulièrement choisie repose sur des études quantitatives ou qualitatives de la privatisation à l'Est que nous avons présentées dans des travaux antérieurs. Elles examinent les liens entre méthodes de privatisation et croissance à l'Est (Labaronne, 2001) ou méthodes de privatisation et performances des firmes (Labaronne, 2002). Une analyse détaillée des modalités concrètes des méthodes de privatisation employées est également proposée dans Labaronne (1999a)¹⁰. Dans le présent article, la méthode de privatisation dominante est déterminée en fonction du nombre d'années où les autorités publiques l'ont appliquée pendant la période 1995-2001.

Afin de permettre une lecture plus claire de ces données, nous procédons à une comparaison de l'indicateur de corruption par groupe de pays compte tenu de la méthode de privatisation privilégiée au cours de

8. Nous considérons l'un des six indicateurs de gouvernance issus des travaux de Kaufmann *et al.* (1999a, 1999b et 2003), à savoir l'« indicateur de contrôle de la corruption », dont les valeurs sont comprises entre -2,5 et +2,5. Un indicateur élevé désigne un niveau de corruption faible. Dans le cadre de cet article et pour faciliter le traitement statistique, nous effectuons une transformation de l'intervalle de valeur tout en conservant le même ordre de grandeur, de [- 2,5 ; + 2,5] à [0 ; +5]. Nous procédons ensuite à une simple inversion de l'« indicateur de contrôle de la corruption » pour obtenir notre « indicateur de corruption » dont les valeurs sont comprises entre 0 et +5. Un indicateur élevé désigne un niveau de corruption conséquent.

9. L'Arménie et la Lettonie sont absentes de notre tableau. Elles ont adopté deux méthodes de privatisation différentes durant la période 1995-2001, ayant d'abord choisi la méthode de privatisation de masse en 1995-1998, puis celle de la vente directe en 1999-2001. Il nous est donc impossible de distinguer une méthode de privatisation dominante pour ces deux pays.

10. Nous montrons ici que les principales méthodes de privatisation (*MASS*, *RES*, *VEN*) ont été mises en œuvre selon des modalités spécifiques à chaque pays. Par exemple, la privatisation de masse tchèque a suivi un schéma assez différent de celle de la Russie. Pour autant, elles sont toutes deux qualifiées « de masse » compte de tenu de la philosophie politique qui les a inspirées. Voir également LABARONNE, 1999b et 2000.



la période 1995-2001 (Tableaux 3 et 4). Pour chaque groupe de pays, le tableau reporte la moyenne et la médiane de l'indicateur de corruption. Nous menons notre analyse comparative à l'aide de deux tests statistiques qui nous permettent d'évaluer la différence du niveau de corruption entre les trois groupes de pays. Le test de student (t-statistic) et le test de Wilcoxon¹¹ (z-statistic) sont utilisés pour tester, respectivement, la différence des valeurs moyennes et médianes de l'indicateur de corruption.

TABLEAU 3
Évolution de l'indicateur de corruption des EET

Méthode de privatisation privilégiée durant la période 1996-2002	1996	1998	2000	2002
Privatisation MASS				
Rép. tchèque	1,95	2,15	2,12	2,12
Lituanie	2,62	2,43	2,23	2,25
Azerbaïdjan	3,4	3,51	3,63	3,57
Géorgie	3,48	3,14	3,23	3,53
Kirghizstan	3,23	3,19	3,36	3,34
Moldavie	2,69	3,01	3,37	3,39
Russie	3,19	3,19	3,55	3,4
Ukraine	3,19	3,39	3,48	3,46
Privatisation RES				
Albanie	2,45	3,42	3,13	3,35
Biélorussie	3,36	3,1	2,57	3,28
Croatie	2,95	2,83	2,48	2,27
Roumanie	2,67	2,88	2,98	2,84
Slovénie	1,52	1,67	1,42	1,61
Ouzbékistan	3,42	3,48	3,29	3,53
Privatisation VEN				
Bulgarie	3,12	3	2,65	2,67
Estonie	2,45	2,01	1,74	1,84
Hongrie	1,91	1,81	1,74	1,9
Kazakhstan	3,29	3,36	3,37	3,55
Pologne	2,12	2,01	2,03	2,11
Rép. slovaque	2,11	2,58	2,25	2,22

Source : base de données Kaufmann *et al.*, 2003¹².

11. Le test de Wilcoxon, identique à celui de Mann-Whitney, est l'un des plus fréquemment utilisés pour tester la différence entre des valeurs issues de deux échantillons différents. Il s'avère plus performant que le test de médiane et que le test de student, notamment pour les échantillons comportant un faible nombre d'observations.

12. La base de données est accessible sur www.worldbank.org/wbi/governance/govdata2002/

TABLEAU 4

Comparaison de l'indicateur de corruption de Kaufmann (Ick) par groupe de pays en fonction de la méthode de privatisation privilégiée durant la période 1995-2001

(1)	Pays ayant adopté la méthode de privatisation MASS		Pays ayant adopté une autre méthode de privatisation		(student)	(Wilcoxon)
	moyenne	médiane	moyenne	médiane	t-statistic	z-statistic
Ick	3,03	3,19	2,60	2,58	4,6751***	4,3870***
(2)	Pays ayant adopté la méthode de privatisation MASS		Pays ayant adopté la méthode de privatisation RES		t-statistic	z-statistic
	moyenne	médiane	moyenne	médiane		
Ick	3,03	3,19	2,78	2,95	2,1470**	2,0920**
(3)	Pays ayant adopté la méthode de privatisation MASS		Pays ayant adopté la méthode de privatisation VEN		t-statistic	z-statistic
	moyenne	médiane	moyenne	médiane		
Ick	3,03	3,19	2,39	2,12	5,8670***	5,0630***
(4)	Pays ayant adopté la méthode de privatisation RES		Pays ayant adopté la méthode de privatisation VEN		t-statistic	z-statistic
	moyenne	médiane	moyenne	médiane		
Ick	2,78	2,95	2,39	2,12	2,4144**	2,2980**

*** significatif au seuil de 1 % ; ** significatif au seuil de 5 %.

Exemple : Test de student : pour la troisième comparaison, nous avons testé l'hypothèse H_0 : moyenne (Ick MASS) – moyenne (Ick VEN) = 0 *versus* H_a : \neq . Il s'agit de tester la différence des niveaux de corruption relatifs à chacun des groupes de pays ayant respectivement adopté la méthode de privatisation MASS et VEN. Nous avons obtenu un t de student égal à 5,8670 et un niveau de significativité élevé. Nous rejetons alors H_0 et concluons que la différence des niveaux de corruption est significativement positive : le niveau d'Ick pour le groupe de pays ayant adopté la privatisation MASS est supérieur à celui des pays ayant adopté la privatisation VEN.

Test de Wilcoxon : les hypothèses nulle et différente de zéro sont identiques à celles formulées pour le test de student sauf qu'elles concernent les valeurs médianes de l'Ick.

Ce tableau fait apparaître un niveau moyen de corruption plus important dans les pays qui ont privilégié la privatisation de masse que dans ceux qui ont opté pour d'autres méthodes. La première comparaison (1) montre que la différence entre les valeurs moyenne et médiane de l'indicateur de corruption du groupe de pays ayant adopté la méthode MASS et du groupe formé par le restant des EET (ceux qui ont choisi le RES ou la VEN) est positive et fortement significative au seuil de 1 %. Les comparaisons (2) et (3) détaillent ce résultat et la comparaison (4) met en évidence les valeurs moyennes et médianes inférieures dans les pays ayant adopté la VEN relativement à ceux ayant privilégié le RES. Cette analyse comparative suggère que les méthodes RES et VEN semblent moins favorables au développement de la corruption que la méthode MASS. Autrement dit, l'indication de nature statistique qui ressort de ces diverses observations infirmerait les analyses de Kaufmann et Siegelbaum. En conséquence, il nous faut à présent procéder à un examen empirique plus fouillé afin de pouvoir les valider.



2.3. APPROFONDISSEMENT EMPIRIQUE

De nombreux travaux théoriques et empiriques ont recherché les facteurs susceptibles d'être à l'origine de la dispersion constatée des niveaux et de l'évolution de la corruption dans les économies développées ou en développement (Mauro, 1995 ; Ades & Di Tella, 1999 ; Broadman & Recanatini, 2000). Les variables explicatives qu'ils proposent sont variées : l'héritage colonial et la nature du système juridique (Common law *versus* Civil law), la religion, la division ethnique, le poids des matières premières, le niveau de développement, la structure fédérale de l'État, le degré de démocratie, l'ouverture commerciale, le niveau de salaire des fonctionnaires. Treisman (2000) rassemble ces variables et montre que six d'entre elles présentent une relation inverse avec la corruption : l'héritage britannique, la tradition protestante, le log du revenu par habitant, la structure fédérale, la démocratie ininterrompue et l'ouverture commerciale seraient associés à des niveaux de corruption faibles.

Dans notre étude consacrée aux EET, il semble difficile de retenir ces variables, la plupart d'entre elles n'ayant pas de valeur discriminante. Si nous reprenons la base de données de Treisman, nous constatons que, pour les pays faisant partie des EET, la valeur dichotomique (1 ou 0) correspondant aux variables « *Common law* », « héritage britannique », « démocratie durant les 46 ans séparant 1950 de 1995 » et « structure fédérale » est égale à 0 (sauf Russie =1 pour structure fédérale) ; la variable « division ethno-linguistique » n'est pas chiffrée et la part des protestants est minime dans tous les EET (sauf en Hongrie, 21,6 % et en Estonie, 66 %).

La spécificité des EET a conduit les études empiriques sur la corruption dans ces pays à user de deux séries de variables. Nous y ajoutons une troisième, représentative des méthodes de privatisation dominantes. La première série tient compte des facteurs économiques et politiques initiaux. i) Sur le plan économique, les pays qui auraient bénéficié de conditions économiques initiales favorables auraient été en mesure d'engager plus rapidement et plus aisément que les autres les réformes économiques indispensables. Celles-ci se seraient traduites par une amélioration rapide de la situation économique (De Melo *et al.*, 2001). La croissance recouvrée aurait, selon l'hypothèse de Lipset (1959), consolidé la démocratie, elle-même à l'origine de contre-pouvoirs à même de contrôler et de sanctionner, le cas échéant, la corruption des décideurs publics. ii) Sur le plan politique, les pays qui auraient, dès le début de la transition, clairement rompu avec l'ancien système seraient les moins sujets à une forte corruption (Commander & Frye, 1999). Des élections libres, l'émergence d'un nouveau dirigeant à la tête de l'État, la constitution d'une nouvelle équipe gouvernementale, la liberté de la presse auraient contribué, dès la première phase de la transition, à l'affaiblissement de l'influence des anciens





nomenklaturistes, à la formation d'une nouvelle élite politico-économique sans lien avec l'ancienne administration, à une participation de la société civile davantage en mesure de stigmatiser les comportements corrompus.

La deuxième série de variables souligne le rôle, dans la réduction de la corruption, de la « proximité » géographique et politique des EET avec les pays membres de l'Union européenne. La faible distance géographique entre les capitales des EET et Bruxelles et les perspectives d'adhésion à l'UE joueraient en faveur d'un rétrécissement de l'espace discrétionnaire des élus et d'une limitation de l'action des groupes d'intérêt dans la définition des politiques publiques (Roland & Verdier, 1999).

La troisième série de variables que nous avons ajoutée correspond au rôle que peut jouer le recours à telle ou telle méthode de privatisation dans l'explication de l'évolution de la corruption. Notre objectif ici consiste, notamment, à confirmer ou infirmer l'analyse de Kaufmann et Siegelbaum sur la relation inverse entre privatisation de masse et corruption.

Notre étude empirique recouvre les vingt-deux EET documentés pour la période 1995-2001¹³. Notre variable expliquée est l'indicateur de corruption de Kaufmann (*Ick*)¹⁴ ; les variables explicatives sont au nombre de sept :

Deux variables de conditions initiales :

- Une variable « économique » (*Cond_Eco*). Elle reflète le « niveau de développement » de chacun des pays de l'Est au début de la transition. Nous empruntons à De Melo *et al.* (2001) la valeur de leur indicateur synthétique représentatif des conditions économiques initiales des pays en transition. Cet indicateur prend en compte le revenu par habitant en 1989 en parité de pouvoir d'achat ; l'urbanisation (dans une économie rurale, le niveau de vie est *a priori* plus faible) ; l'industrialisation (pour capter les phénomènes de surindustrialisation, fréquents dans les économies de l'Est) ; les richesses naturelles et le taux de croissance durant la période 1985-1989.
- Une variable « politique » (*Leader_Pol*). Elle prend la valeur 2 pour les pays ayant connu une alternance politique lors du premier gouvernement

13. Nous utilisons les données des indicateurs de corruption de Kaufmann *et al.* pour les années suivantes : 1996, 1998, 2000 et 2002. Les auteurs de cette banque de données se fondent sur les résultats des enquêtes relatives aux années t et t-1 pour calculer les indices correspondant à l'année t (KAUFMANN *et al.*, 2003). Cela suppose que l'indice de perception de la corruption de l'année t soit sensiblement proche de celui relatif à l'année t-1. Dans le cadre de notre étude, nous considérons quatre années : 1995, 1997, 1999 et 2001 (les données concernant les méthodes de privatisation dont nous disposons s'arrêtent en 2001). Nous supposons alors que $Ick_t = Ick_{t-1}$.

14. Pour la période étudiée, il n'existe pas dans la littérature d'autres indicateurs de corruption qui couvriraient la totalité des pays examinés ici. Par exemple, en 1996, seules la Hongrie, la Pologne et la République tchèque figurent sur la liste des pays appréhendés par la base de données Transparency International. En 2000, elle ne renferme que dix-huit des EET. Cela ne nous permet pas d'effectuer l'un des tests de robustesse traditionnels consistant à utiliser une autre méthode de mesure (de la corruption).





post-socialiste, 1 dans le cas d'une absence d'alternance, 0 pour les pays confrontés à une situation de guerre ou de conflit civil au début de la transition.

Deux variables de « proximité » :

- Une variable mesurant la distance kilométrique ($Ln_distance$) entre la capitale du pays et Bruxelles. Nous reprenons les chiffres fournis par Fidrmuc (2001).

- Une variable d'adhésion ($Negoc_UE$) qui, pour un pays i , prend la valeur 1 l'année de l'ouverture officielle de ses négociations d'adhésion avec l'UE, 0 dans le cas contraire.

Trois variables de privatisation :

- Une variable de nature quantitative mesure la part du secteur privé dans le PIB, désignée par $Priv_PIB$.

- Une variable représentative de la méthode de privatisation de masse ($MASS$), que la propriété soit transférée aux salariés des entreprises (comme en Russie) ou à la population (comme en République tchèque). Cette variable est égale à 1 si la méthode est retenue, 0 sinon. Nous introduisons la variable $Priv_MASS_{i,t} = Priv_PIB_{i,t} \times MASS_{i,t}$ correspondant au poids du secteur privé dans le PIB du pays i dû à cette méthode de privatisation.

- Une variable RES désigne le rachat des entreprises par les salariés. Elle prend la valeur dichotomique 1 ou 0. Nous introduisons la variable $Priv_RES_{i,t} = Priv_PIB_{i,t} \times RES_{i,t}$ correspondant au poids du secteur privé dans le PIB du pays i dû à cette méthode de privatisation.

- Les ventes aux investisseurs, nationaux ou étrangers, représentées par VEN qui vaut 1 si cette méthode est dominante, 0 sinon. Nous n'introduisons pas cette méthode de privatisation dans notre étude car elle est notre catégorie de référence.

Notre démarche empirique se propose de tester la fonction suivante :

$$Ick_{it} = \mu_i + b MASS_{it} + c RES_{it} + a Priv_PIB_{it} + d Cond_Eco_{it} + e Leader_Pol_{it} + \varepsilon_{it}$$

avec i et t les indices pour les pays et les années.

Le signe attendu des deux variables de conditions initiales (économique et politique) est négatif. La corruption sera, *a priori*, d'autant plus faible que les conditions économiques initiales sont favorables et le changement de cadre politique avéré. Le signe pressenti des variables de proximité est positif pour la distance (plus elle est élevée, plus la corruption est forte) et négatif pour les perspectives d'adhésion (plus elles sont réelles, moins la corruption prospère). Le signe prévu par Kaufmann et Siegelbaum sera négatif pour la privatisation de masse et positif pour la méthode RES . S'agissant de la variable mesurant le poids du secteur privé, son signe est incertain. Le développement des activités privées peut contribuer à réduire la corruption, les nouvelles classes d'entrepreneurs étant susceptibles d'exercer une pression politique ou économique en faveur de l'instaura-





tion d'un dispositif institutionnel qui garantisse l'État de droit (sécurité des contrats, exercice des droits de propriété, efficacité des tribunaux, lutte contre la corruption). Cependant, l'expansion du secteur privé peut également s'accompagner d'une hausse de la corruption si elle est confisquée au profit de groupes de pression ou repose sur un vaste secteur informel dont l'activité (marché noir, travail illégal) n'est assurée qu'en échange d'une corruption des acteurs publics chargés de la sanctionner.

2.4. RÉSULTATS DE NOTRE ÉTUDE EMPIRIQUE

Dans cette section, nous cherchons principalement à tester l'impact de la méthode de privatisation de masse sur le niveau de corruption des pays qui l'ont privilégiée. Nous appliquons la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO)¹⁵ aux données empilées par pays. L'hétéroscédasticité est corrigée à l'aide de la méthode de White (1980). Les résultats de nos calculs obtenus pour les vingt-deux EET pendant la période 1995-2001 sont présentés dans le Tableau 5.

Les résultats de la colonne (1) omettent les variables de proximité géographique et politique avec l'Union européenne¹⁶, qui sont introduites dans la colonne (2). Le coefficient obtenu pour la variable *Priv_PIB* est négatif et statistiquement différent de zéro au seuil de 1 %. Les estimateurs associés aux variables de « conditions initiales » ont les signes attendus et sont significatifs au seuil de 1 % (sauf pour la spécification (2) où l'estimateur associé à *Cond_Eco* est significatif au seuil de 5 %). Le coefficient relatif à la variable mesurant la proximité géographique par rapport à Bruxelles est positif et significatif au seuil de 1 %. Celui relatif à la « proximité politique » est négatif et significatif au seuil de 5 %. Quelle que soit la spécification, l'estimateur associé à la méthode de privatisation de masse (*MASS*) est positif et statistiquement significatif au seuil de 1 %. L'estimateur relatif à la méthode de privatisation par le rachat des entreprises par leurs salariés (*RES*) affiche le signe négatif mais n'est pas significatif statistiquement. Dans la colonne (3), nous testons la sensibilité de nos résultats en introduisant des effets temporels sous la forme d'une variable muette par année. Les résultats obtenus pour les variables de privatisation ainsi que

15. Nous introduisons des effets fixes temporels dans l'une de nos spécifications (colonne 3) afin de tester la solidité de nos résultats. En revanche, nous n'incluons pas d'effets fixes pays censés contrôler les caractéristiques de chaque pays. Les variables des conditions initiales rendent compte des particularités de chaque pays. Elles sont corrélées aux effets fixes, ce qui les rend non significatives.

16. La variable (*Negoc_UE*) relative à l'ouverture (ou non) d'une négociation d'adhésion à l'UE est corrélée à celle de la part du secteur privé dans le PIB (*Priv_PIB*). L'introduction conjointe de ces deux variables conduirait à un problème de multicollinéarité, altérant la significativité de leurs coefficients et empêchant d'isoler avec précision leur influence individuelle sur la variable expliquée. La solution la plus commune à ce problème consiste à supprimer l'une des variables incriminées (GREENE, 2003).



pour les variables de proximité ne sont pas infirmés. Dans la colonne (4), nous introduisons des interactions de la variable *Priv_PIB* avec des variables muettes représentant la méthode de privatisation dominante au cours de la période étudiée. Tous les estimateurs de nos variables affichent les signes attendus et sont significatifs au seuil de 1 %, sauf celui de la variable relative à la méthode de privatisation *RES* (significatif au seuil de 10 %).

TABLEAU 5
*Conditions initiales, proximité de l'UE,
 méthodes de privatisation et corruption dans les EET.*

Calcul à l'aide des MCO sur des données empilées par pays pour la période 1995-2001
 Variable dépendante (Ick) : Indicateur de corruption (Source : Kaufmann *et al.*, 2003).

	(1)	(2)	(3)	(4)
<i>MASS</i>	0,42*** (4,06)	0,34*** (4,25)	0,43*** (4,23)	
<i>RES</i>	-0,16 (1,14)	-0,02 (0,15)	-0,14 (1,00)	
<i>Priv_PIB</i> (Part du secteur privé dans le PIB)	-0,01*** (2,74)		-0,01*** (3,81)	-0,01*** (3,82)
<i>Cond_Eco</i> (Conditions économiques initiales)	-0,37*** (6,19)	-0,17** (2,59)	-0,36*** (6,16)	-0,41*** (6,94)
<i>Leader_Pol</i> (Changement de leader politique dans le premier gouvernement post-socialiste)	-0,31*** (6,53)	-0,24*** (6,92)	-0,28*** (6,21)	-0,34*** (7,22)
<i>Ln_distance</i> (Distance par rapport à Bruxelles)		0,46*** (6,35)		
<i>Negoc_UE</i> (Négociation d'adhésion à l'Union européenne)		-0,25** (2,38)		
<i>Priv_MASS</i>				0,08*** (5,35)
<i>Priv_RES</i>				-0,04* (1,94)
Effets temporels	non	non	oui	non
Nombre d'observations	88	88	88	88
R_	0,66	0,74	0,68	0,69

Source : calculs des auteurs.

Les résultats de la présente étude empirique permettent de dégager quatre enseignements.

i) Les variables des conditions initiales ont le signe négatif attendu et leur estimateur est significatif. Ce résultat souligne l'influence décisive de la situation économique et politique de départ dans l'origine et l'éventuel développement de la corruption dans les EET. Il conforte les analyses en termes de dépendance de sentier (*path dependency*) dont l'objectif est de montrer dans quelle mesure le passé différent des États-nations de l'Est a déterminé les voies qu'ils ont empruntées pour se dégager de l'ancien système (*extrication paths*) et a façonné leur trajectoire post-socialiste (Stark & Bruszt, 1998 ; 2001).

ii) Les variables de proximité ont également le signe attendu et sont fortement explicatives. Ce résultat confirme les analyses de Berglöf et Roland (1997) qui insistent sur « l'effet frontière » de l'Union – il jouerait, par capillarité, en faveur du processus de réformes dans les EET voisins de l'Union. De même, il corrobore celles de Roland et Verdier (1999) qui soulignent l'importance de l'« ancrage extérieur » offert par les perspectives d'adhésion. Celles-ci encourageraient les réformes institutionnelles, de nature politique ou économique, dans les pays candidats. Ces réformes, imposées par l'Acquis communautaire, qui comprend un volet de lutte contre la corruption (Chapitre 24, « justice et affaires intérieures »), restreindraient les marges d'action discrétionnaire des acteurs publics et les tentatives d'arrangements corrompus avec les groupes d'intérêt particuliers.

iii) La variable qui capte l'influence du poids du secteur privé sur la corruption a un signe négatif et est fortement explicative quelle que soit la spécification. Ce résultat conforte l'idée que plus le secteur privé est développé, plus ses acteurs réclameront l'instauration d'un État de droit. Ce dernier doit réglementer et arbitrer le jeu de la concurrence tout en luttant contre la corruption, perçue comme un frein à l'essor des activités privées et dénoncée à ce titre par la nouvelle classe d'entrepreneurs (Hellman *et al.*, 2003).

iv) Les signes attendus pour les variables relatives aux méthodes de privatisation *MASS* et *RES* ne sont pas conformes à ce que l'analyse théorique suggérait. En effet, l'estimateur associé à la privatisation *MASS* est significatif au seuil de 1 % et affiche un signe positif quelle que soit la spécification. L'estimateur relatif à la privatisation *RES* est moins stable en termes de significativité ; néanmoins, son coefficient garde le signe négatif dans tous les résultats. Ceux-ci soulignent la relation positive qui existe entre l'évolution de la corruption et le recours à la privatisation de masse



et l'effet négatif (bien que moins significatif) du recours à la méthode du rachat par les salariés sur l'évolution de ce phénomène¹⁷. Le résultat paradoxal, au regard de l'analyse de Kaufmann et Siegelbaum, de l'impact de la privatisation de masse sur la corruption nous invite à un approfondissement théorique et appliqué des modalités de mise en œuvre de cette méthode, lesquelles semblent avoir été assez éloignées de celles décrites par les deux auteurs.

3. TENTATIVES D'EXPLICATION DES LIENS EMPIRIQUES POSITIFS OBSERVÉS ENTRE PRIVATISATION DE MASSE ET CORRUPTION

Pour obtenir une privatisation « propre », il convenait d'adopter, selon KS, la méthode de privatisation de masse, considérée comme la plus simple, la plus rapide et la moins sujette au comportement discrétionnaire des décideurs publics. Et si c'était exactement l'inverse ? En d'autres termes, le recours à la privatisation de masse n'a-t-il pas offert de larges plages discrétionnaires aux acteurs publics qui l'auraient instrumentalisée au service de leur fonction d'utilité ? Nous aurions ainsi une explication du caractère paradoxal de nos résultats au regard des présupposés théoriques de KS. Nous proposons cette interprétation de nos résultats empiriques en soulignant, tout d'abord, que le bilan actuel des privatisations à l'Est est assez éloigné de l'objectif théorique assigné à cette réforme, à savoir la cessation de l'intervention des acteurs publics dans la gestion des firmes afin d'améliorer leur efficacité (3.1.). Nous examinons ensuite les modalités concrètes de la privatisation de masse en montrant qu'elles ne correspondent pas précisément au schéma décrit par KS. En particulier, elles ne semblent pas avoir diminué le champ d'intervention discrétionnaire des acteurs publics. Dès lors, la privatisation de masse a pu alimenter la corruption associée à l'application de cette méthode qui, en réalité, s'est avérée complexe, difficile et longue à mettre en œuvre (3.2).

3.1. LA RÉDUCTION DE L'INTERVENTION DES ACTEURS PUBLICS DANS

LA GESTION DES ENTREPRISES : UN OBJECTIF CONTRARIÉ DE LA PRIVATISATION

L'objectif de la privatisation au début de la transition consistait, afin d'améliorer l'efficacité des firmes, à éliminer le contrôle direct ou indirect des politiques ou des bureaucrates dans leur gestion. Or Fries *et al.* (1999 ; 2003) démontrent, à l'aide des chiffres fournis en 1999 et en 2002 par l'enquête BEEPS¹⁸, que l'intervention de l'État dans les économies en transi-

17. S'agissant de la variable de privatisation représentative de la méthode *VEN*, qui est notre catégorie de référence, nos résultats suggèrent que les pays ayant adopté cette méthode sont moins confrontés à l'expansion de la corruption que ceux ayant choisi la privatisation de masse.

18. *Business Environment and Enterprise Performance Survey* (BEEPS), enquête conjointe de la BERD et de la Banque mondiale.



tion, même réduite par rapport à la période antérieure, reste encore significative dans la gestion des entreprises, y compris dans les pays les mieux notés pour leurs réformes. Les auteurs calculent un indice d'interventionnisme étatique, mesuré comme une moyenne du pourcentage des managers qui déclarent que l'État intervient dans des domaines tels que l'investissement, l'emploi, les ventes, les acquisitions-fusions, les dividendes, les prix et les salaires de leur entreprise. Cet indice s'élève à 41,8 % en Hongrie, 43,4 % en Slovaquie, 26,5 % en Slovénie, 23,3 % en Roumanie contre 15 % en Pologne et 20 % en République tchèque. Il est de 42,5 % en Biélorussie, 29,6 % en Ouzbékistan, 29,1 % en Ukraine, 18,2 % en Russie.

Pour les managers interrogés, cet interventionnisme a un coût mais il présente aussi des avantages. Les coûts s'évaluent en termes de taxe temporelle et de taxe de corruption. La première mesure le temps que les managers détournent de leurs activités pour entretenir des relations avec les pouvoirs publics. L'enquête BEEPS montre qu'en 1999, la taxe temporelle représentait près de 12 % du temps de travail moyen des dirigeants des entreprises publiques et 10 % de ceux des entreprises privées. En 2002, cette taxe restait comprise entre 10 % et 12 % du temps de travail des managers privés en Russie, Ukraine, Géorgie, Albanie ; entre 8 et 10 % en Roumanie, Pologne, Kazakhstan. La taxe de corruption correspond au prix à payer pour bénéficier d'une corruption administrative. Dans l'enquête, la part des managers qui répondent devoir payer « fréquemment » une telle taxe en 2002 est de plus de 40 % en Ukraine et en Albanie et aux alentours de 35 % en Russie, Géorgie, Azerbaïdjan, Roumanie, Croatie, Bulgarie, Estonie. Les avantages de l'interventionnisme de l'État s'expriment en termes de subventions publiques obtenues et d'arriérés de paiements tolérés. Dans l'enquête 2002, 15 % en moyenne des managers disent bénéficier, directement et fréquemment, de fonds publics en provenance de l'État. La proportion de ceux qui en bénéficient indirectement, par le biais des différés de paiements, est encore plus élevée : elle dépasse les 20 % dans un grand nombre de pays. Les auteurs de l'enquête BEEPS calculent alors un indicateur de « contrainte budgétaire molle » par pays qui reflète la part des firmes « négligeant » de payer leurs arriérés. Il est en moyenne supérieur à 40 % dans les pays de la CEI et proche de 30 % dans les PECO.

Ces chiffres montrent combien l'objectif assigné aux privatisations de « dépolitiser » les firmes par l'élimination de l'intervention de l'État dans leur gestion et par la suppression des liens financiers entre le secteur public et le secteur privé est encore loin d'avoir été atteint. Ils révèlent également que les acteurs publics ont su créer ou maintenir des droits de contrôle sur une partie des gains résiduels des entreprises, même après leur privatisation. Si l'on rappelle que les décideurs publics à l'Est ont conservé de nombreux droits de contrôle sur l'activité des firmes à travers des instruments de politique industrielle (octroi de licences), financière (taux d'intérêt pri-



vilégiés), douanière (droits préférentiels pour certains types de produits), fiscale (régimes de faveur) [Labaronne, 2002b], on peut se demander si la privatisation, plutôt que d'avoir soustrait des *cash flow rights* aux décideurs publics, n'a pas, au contraire, favorisé leur appropriation par ces mêmes décideurs avec tous les risques de comportements discrétionnaires et d'arrangements corrompus que cela suppose.

3.2. LA PRIVATISATION DE MASSE : DES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE CONTRAIRES AUX ATTENTES THÉORIQUES

Pour atteindre l'objectif prioritaire de dépolitisation des firmes, il fallait que la méthode de privatisation choisie réponde à des critères précis que seule la privatisation de masse semblait devoir remplir. Revenons ici sur deux critères essentiels, la rapidité et la discrétion administrative.

i) Le critère de la rapidité. Le transfert des actifs par le canal des vouchers ou des bons de privatisation qui, dans le cadre d'une privatisation de masse, était présenté comme le moyen le plus rapide et le plus simple pour transférer massivement les actifs publics s'est, en réalité, avéré long et complexe à mettre en œuvre. Dans la plupart des économies en transition, cette méthode n'est vraiment entrée en application qu'à la fin de la décennie 1990. Seules la Russie et la République tchèque ont réussi à l'instaurer rapidement. Las, ces deux pays qui ont appliqué avec le plus de zèle et d'empressement les recommandations standard sont aussi ceux qui, dans leur zone géographique respective, ont connu, durant la décennie 1990, les taux de croissance les plus faibles et une progression de la corruption parmi les plus fortes¹⁹.

ii) Le critère de la discrétion administrative. Sous le régime communiste, la population était légitimement propriétaire de la totalité de la propriété publique. Dans le nouveau système libéral, elle allait devenir, grâce à la privatisation de masse, réellement propriétaire de l'ensemble des actifs publics. Par définition, cette méthode de privatisation s'appliquait à toute la propriété publique et permettait ainsi de réduire notablement l'espace discrétionnaire des décideurs publics. Par définition seulement. En réalité, des pans entiers de l'appareil productif ont échappé à la procédure de privatisation de masse, les entreprises non privatisables appartenant soit à des secteurs sensibles (activités extractives, chimie lourde, mines, etc.), soit à des secteurs stratégiques (défense, transport, télécommunication, etc.), soit encore au secteur public (électricité, eau, gaz, etc.). L'initiative de la privatisation de telle ou telle entreprise était prise « par le haut », c'est-à-dire par l'État ou par des agences créées pour procéder à celle des entreprises publiques²⁰. Dès lors, le choix d'inscrire ou non une entreprise

19. République tchèque comparée à la Hongrie, la Pologne, l'Estonie et la Slovaquie.

20. Par opposition à la création de nouvelles entreprises privées, qualifiée de privatisation





dans le programme de privatisation de masse a ouvert de larges plages de discrétion en faveur des acteurs publics, d'autant que la décision était prise le plus souvent sans la moindre transparence et que les organes chargés d'administrer la privatisation de masse étaient peu concurrents entre eux et très dépendants du pouvoir politique. Aussi Stiglitz (2000), qui n'avait pas manqué de souligner les défaillances du gouvernement d'entreprise associées à la gestion des organes publics de contrôle et d'administration de la privatisation de masse, s'est-il posé la question : « Sed quis custodiet ipsos custodes ? »²¹.

Dès lors que, contrairement à ce que l'analyse standard avait initialement prévu, les acteurs publics ont, pendant près d'une décennie, gardé la haute main sur le processus de privatisation de masse, ils ont pu agir dans le but, non de défendre l'intérêt général selon une vision wébérienne de l'État bienveillant, mais dans celui de maximiser leur fonction d'utilité afin de satisfaire des intérêts politiques, discrétionnaires ou privés. Cette stratégie destinée, entre autres, à préserver des emplois, éviter des restructurations, marchander les décisions s'est traduite par le maintien, au sein du capital social des firmes privatisées, d'une importante propriété d'État résiduelle (Andreff, 1999), par l'obligation pour ces firmes de respecter un cahier des charges après leur privatisation, par des transactions liées à la privatisation de masse qui n'ont pas toujours été exemptes d'arrangements corrompus (Labaronne, 2002b).

Si cette privatisation n'a pas été mise en œuvre selon le modèle standard et si ses effets sur la corruption ne sont pas ceux qui étaient annoncés, les méthodes *RES* ou *VEN* n'ont pas davantage entraîné les inconvénients prédits par les partisans de ce modèle qui entendaient disqualifier ainsi les deux méthodes à l'heure du choix des politiques publiques de privatisation à l'Est.

La méthode *RES*, en favorisant la cession des entreprises à leurs salariés, et la méthode *VEN*, en cédant les actifs publics à des investisseurs nationaux ou étrangers, ont été en définitive relativement rapides et simples à appliquer. La première, du fait qu'ils en étaient les principaux bénéficiaires, a permis d'éviter le blocage du processus de privatisation par les managers ou les salariés, ce qui en a accéléré la mise en œuvre. La méthode *VEN*, une fois surmontée la difficulté de l'évaluation du capital social des entreprises publiques privatisables, a consisté en appels d'offre internationaux dont les modalités étaient connues des opérateurs privés, la rapidité du processus ne dépendant que de la volonté politique des acteurs publics chargés de ces programmes. En conférant des droits de propriété à des acteurs privés –

« par le bas » dans la mesure où c'étaient les acteurs économiques « de base », soucieux de créer leur entreprise, qui en prenaient l'initiative.

21. Ce que l'on peut interpréter comme « Mais les gardiens, eux, qui les gardera ? ».





salariés ou investisseurs – dûment identifiés, ces méthodes les ont conduits, davantage que les actionnaires dispersés des programmes de privatisation de masse, à rechercher l'accroissement de leurs gains résiduels en refusant toute intervention de l'État (propriété résiduelle, cahier des charges) de nature à réduire l'étendue de leurs *cash flow rights* et donc l'efficacité de leur firme. La propriété a été confiée à un nombre restreint de propriétaires, ce qui a évité les problèmes de dilution du capital et, partant, de gouvernement d'entreprise rencontrés avec la méthode *MASS*.

Dès lors, rien d'étonnant à ce que les entreprises privatisées selon les méthodes *RES* et surtout *VEN* aient enregistré des performances systématiquement supérieures à celles qui l'ont été selon la méthode *MASS*. Djankov et Murell (2002) soulignent, sur la base de vingt-cinq études économétriques, que les firmes vendues à des *outsiders* (fonds d'investissement, investisseurs étrangers) ont été plus performantes que celles privatisées au profit d'*insiders* (salariés des firmes), lesquelles ont, pour leur part, obtenu de meilleurs résultats que les entreprises cédées dans le cadre de la privatisation de masse. Ils notent en particulier que « les fonds d'investissement sont cinq fois plus efficaces que les firmes dominées par les *insiders*, tandis que les investisseurs étrangers sont trois fois plus efficaces ». (pp. 758-759) Ils reconnaissent, toutefois, que les effets de la structure de propriété ne sont pas identiques d'un pays à l'autre. Ainsi, les *outsiders* seraient des propriétaires relativement plus « efficaces » dans les PECO que dans les pays de la CEI tandis que les *insiders* seraient relativement plus performants dans ces derniers que dans les PECO.

CONCLUSION

Dans cet article, nous avons présenté les arguments théoriques de Kaufmann et Siegelbaum fondés sur la théorie des contrats incomplets qui justifiaient, au début de la transition, le choix de la privatisation de masse comme la méthode la plus favorable pour éviter l'abus de position publique à des fins privées lié au transfert des actifs publics dans les EET. Les résultats de notre étude empirique montrent, au contraire, que cette méthode de privatisation est associée positivement à l'évolution de la corruption dans ces économies. Les variables de contrôle représentatives des conditions initiales – économiques et politiques – et des effets de proximité – distance par rapport à Bruxelles et perspectives d'adhésion à l'Union européenne – affichent les signes attendus et leur pouvoir explicatif est fortement significatif.

Était-il envisageable que les acteurs publics des EET accepteraient sans résister une privatisation et une dépolitisation des entreprises qui allaient les déposséder de leurs prérogatives institutionnelles en matière de gestion ? La réponse est « oui » si l'on admet l'hypothèse d'un comporte-



ment bienveillant des acteurs publics. Dans le cadre d'un « État parfait » (Guesnerie, 2000), la privatisation de masse aurait sans doute présenté un réel intérêt et pouvait être vue comme la méthode exemplaire de privatisation dans les ETT. Mais était-il justifié de formuler cette hypothèse et de prôner cette méthode quand, dans le même temps, elle avait pour objectif de réduire l'intervention des acteurs publics dans la gestion des firmes, c'est-à-dire quand le raisonnement en faveur de la privatisation de masse postulait dès l'origine un comportement discrétionnaire de ces acteurs ? Les fondements théoriques, apparemment solides, de la privatisation de masse ne reposaient-ils pas sur une faille analytique du raisonnement initial ?

De l'autre côté, si l'on récuse la notion d'État bienveillant et l'idée que les acteurs publics agissent conformément à l'intérêt général, la réponse à la question posée plus haut est nécessairement négative. Dans le cadre d'un « État imparfait », la privatisation de masse était sans doute la méthode la moins recommandable compte tenu des risques de son instrumentalisation par des acteurs publics mus par leurs propres desseins. En revanche, les méthodes *RES* ou *VEN*, méthodes pragmatiques qui ont permis d'enclencher une dynamique d'efficacité des entreprises ainsi privatisées, semblent avoir offert moins d'espace discrétionnaire aux acteurs publics, ce qui expliquerait les meilleures performances microéconomiques de ces entreprises et la corruption plus faible dans les pays qui les ont privilégiées.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABED G. & DAVOODI H. (2000), « Corruption, Structural Reforms and Economic Performance in the Transition Economies », *IMF Working Paper*, n° 00/132, 48 pages.
- ADES A. & DI TELLA R. (1999), « Rents, Competition and Corruption », *American Economic Review*, 89(4), pp. 982-993.
- ANDERSON J. (2000), « Corruption in Slovakia: Results of Diagnostic Survey », Washington, D.C.: The World Bank.
- ANDERSON J., DETHIER J.J., DUDWICK N., KUEHNAST K. & SHKARAN M. (1999), *The Impact of Corruption on the Poor Transition Countries*, Washington, D.C.: The World Bank.
- ANDREFF W. (1999), « Privatisation et gouvernement d'entreprise dans les économies en transition », *Economie internationale*, n° 77, 1^{er} trimestre, pp. 97-129.
- ANDREFF W. (2002), « Le pluralisme des analyses économiques de la transition », in W. ANDREFF, dir., *Analyse économique de la transition*, Paris : La Découverte, Collection recherche, pp. 269-334.
- ANDREFF W. (2003), *La mutation des économies postsocialistes. Une analyse économique alternative*, Paris : L'Harmattan.

- ANDREFF W. (2007), *Économie de la transition. La transformation des économies planifiées en économies de marché*, Paris : Bréal.
- BAI C. & WEI S. (2001), « The Quality of Bureaucracy and Capital Account Policies », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 2575, 36 pages.
- BANQUE MONDIALE (1992), *Rapport sur le développement dans le monde*, Washington, D.C.
- BANQUE MONDIALE (1996), *Développement du secteur privé dans les pays à faible revenu*, Washington, D.C.
- BERD (1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002), *Transition Report*, London.
- BERGLÖF E. & ROLAND G. (1997), « The EU as Outside Anchor for Transition Reforms », SITE, *Working Paper* n° 132, Stockholm Institute of Transition Economics and East European Economies, 40 pages.
- BOYCKO M., SHLEIFER A. & VISHNY R. (1993), « Privatizing Russia », *Brooking Papers on Economic Activity*, 2, pp. 139-192.
- BOYCKO M., SHLEIFER A. & VISHNY R. (1995), *Privatizing Russia*, Cambridge, Mass. : The MIT Press.
- BROADMAN G. & RECANATINI F. (2000), « Seed of Corruption: Do Market Institutions Matter? », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 2368, 40 pages.
- CAMPOS J., LIEN D. & PRADHAN S. (1999), « The Impact of Corruption on Investment: Predictability Matters », *World Development*, Vol. 27, n° 6, pp. 1059-1067.
- COMMANDER S. & FRYE T. (1999), « The Politics of Economic Reform », *Transition Report, Ten Years of Transition*, London: European Bank for Reconstruction and Development, November, pp. 102-114.
- DE MELO M., DENIZER C., GELB A. & TENET S. (2001), « Circumstances and Choice: The Role of Initial Conditions and Policies in Transition Economies », *World Bank Economic Review*, Vol. 15, n° 1, pp. 1-31.
- DJANKOV S., LA PORTA R., LOPEZ DE SILANES F. & SHLEIFER A. (2001), « The Regulation of Entry », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 2661, 49 pages.
- DJANKOV S. & MURRELL P. (2000), « Enterprise Restructuring in Transition: A Quantitative Survey », *Journal of Economic Literature*, Vol. 40, September, pp. 739-792.
- FIDRMUC J. (2000), « Economic Reform, Democracy and Growth during Post-communist transition », *European Journal of Political Economy*, Vol. 19, pp. 583-604.
- FRIES S. & HELLMAN J. (1999), « Business Environment and Enterprise Performance Survey », in EBRD, *Transition Report 1999*, London.
- FRIES S., LYSENKO T. & POLANEC S. (2003), « The 2002 Business Environment and Enterprise Performance Survey: Results from a Survey of 6 100 firms », *Working Paper*, London: EBRD.

- GREENE W. (2003), *Econometric Analysis*, Upper Saddle River, N.J.: Prentice-Hall International.
- GRIGORIAN D. & MARTINEZ A. (2000), « Industrial Growth and the Quality of Institution: What Do (Transition) Economies Have to Gain from the Rule of Law », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 2475, 20 pages.
- GROSSMAN S. & HART O.H. (1986), « The Costs and Benefits of Ownership: A Theory of Vertical and Lateral Integration », *Journal of Political Economy*, 94, pp. 691-719.
- GUESNERIE R. (2000), « Théorie économique et organisation sociale », *Leçon inaugurale*, Collège de France, novembre, n° 155.
- GUPTA S., DAVOODI H. & ALONSO-TERME R. (1998), « Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty? », *IMF Working Paper*, n° 98/76, 41 pages.
- GUPTA S., DAVOODI H. & TIONGSON R. (2000), « Corruption and the Provision of Health Care and Education », *IMF Working Paper*, n° 00/116, 33 pages.
- HART O.H. & MOORE J. (1990), « Property Rights and the Nature of the Firm », *Journal of Political Economy*, 98, pp. 1119-1159.
- HELLMAN J. (1998), « Winner Take All: The Politics of Partial Reform in Post-Communist Transition », *World Politics*, 50 (2), pp. 203-234.
- HELLMAN J. & SCHANKERMAN M. (1999), « Governance in Transition », *Transition Report*, London: EBRD, pp. 115-129.
- HELLMAN J. & SCHANKERMAN M. (2000), « Intervention, Corruption and Capture: The Nexus between Enterprises and the State », *Economics of Transition*, Vol. 8, n° 3, pp. 545-576.
- HELLMAN J., JONES G. & KAUFMANN D. (2002), « Far From Home: Do Foreign Investor Import Higher Standard of Governance in Transition Economies? », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 2444, 45 pages.
- HELLMAN J., JONES G. & KAUFMANN D. (2003), « Seize the State, Seize the Day: State Capture Corruption, and Influence in Transition Economies », *Journal of Comparative Economics*, Vol. 31(4), pp. 751-773
- HIRSCHMANN A.O. (1984), *L'économie comme science morale et politique*, Paris : Gallimard, Le Seuil.
- JOHNSON S., KAUFMANN D., McMILLAN J. & WOODRUFF C. (2000), « Why do Firms Hide? Bribes and Unofficial Activity after Communism », *Journal of Public Economics*, 76, pp. 495-520.
- JOHNSON S., KAUFMANN D. & SHLEIFER A. (1997), « The Unofficial Economy in Transition », *Brookings Papers on Economic Activity*, 2, pp. 159-239.
- JOHNSON S., KAUFMANN D. & ZOIDO-LOBATÓN P. (1999), « Corruption, Public Finance and the Unofficial Economy », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 2169, 51 pages.
- KAUFMANN D. & SIEGELBAUM P. (1997), « Privatization and Corruption in Transition Economies », *Journal of International Affairs*, 50, pp. 419-459.

- KAUFMANN D., KRAAY A. & MASTRUZZI M. (2003), « Governance Matters III, Governance Indicators 1996-2002 », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 3106.
- KAUFMANN D., KRAAY A. & ZOIDO-LOBATÓN P. (1999a), « Aggregating Governance Indicators », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 2195, 39 pages.
- KAUFMANN D., KRAAY A. & ZOIDO-LOBATÓN P. (1999b), « Governance Matters », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 2196, 60 pages.
- KNACK S. & KEEFER P. (1995), « Institutions and Economics Performance: A Cross-country Tests Using Alternative Institutional Measures », *Economic and Politics*, 7(3), pp. 207-227.
- KNACK S. & KEEFER P. (1997), « Does Social Capital have an Economic Payoff? A Cross-Country Investigation », *The Quarterly Journal of Economics*, CXII, pp. 1252-1288.
- LABARONNE D. (1999a), *Les privatisations à l'Est*, Caen : Éditions Management et Société, collection « L'actualité de la gestion », 128 pages.
- LABARONNE D. (1999b), « Bilan des privatisations dans les pays d'Europe centrale et orientale », *Le Courrier des pays de l'Est*, La Documentation française, n° 444, novembre, pp. 3-17.
- LABARONNE D. (2000), « Bilan des privatisations dans les pays de la CEI », *Le Courrier des pays de l'Est*, La Documentation française, n° 1004, avril, pp. 66-83.
- LABARONNE D. (2001), « Privatisation et croissance dans les pays de l'Est », *Économie internationale*, n° 86, 2^e trimestre, pp. 77-98.
- LABARONNE D. (2002a), « Privatisation et performances des firmes des économies de l'Est », *Revue économique*, vol. 53, n° 5, pp. 1013-1050.
- LABARONNE D. (2002b), « Les privatisations à l'Est : une question de marchandage politico-économique », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 33, n° 1, pp. 205-226.
- LEDERMAN D., LOAYZA N. & REIS SOARES R. (2001), « Accountability and Corruption. Political Institutions Matter », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 2708, 37 pages.
- LIPSET S. (1959), « Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy », *American Political Science Review*, 53, pp. 69-105.
- MAURO P. (1995), « Corruption and Growth », *The Quarterly Journal of Economics*, 110(3), pp. 681-712.
- MAURO P. (1998), « Corruption: Causes, Consequences, and Agenda for Further Research », *Finance & Development*, 35(1), pp. 1-4.
- NARAYAN D., PATEL R., SCHAFFT K., RADEMACHER A. & KOCH-SCHULTE S. (2000), *Voices of the Poor: Can Anyone Hear Us?*, September, Washington, D.C.: The World Bank, 260 pages.

- NIVET J.-F. (2001), « Ownership and Theories of the Firm: Some Missing Link Revealed by Privatization in Transition Economies », *Cahiers de la MSE*, n° 2001.08, Paris : Maison des Sciences Économiques.
- ROLAND G. & VERDIER T. (1999), « Transition and the Output Fall », *Economics of Transition*, 7, pp. 1-28.
- ROSE-ACKERMAN S. (1999), *Corruption and Government: Causes, Consequences, and Reform*, New York: Cambridge University Press.
- SAPIR J. (2005), *Quelle économie pour le XX^e siècle*, Paris : Odile Jacob.
- SHLEIFER A. & VISHNY R. (1993), « Corruption », *The Quarterly Journal of Economics*, 108(3), pp. 599-617.
- SHLEIFER A. & VISHNY R. (1994), « Politicians and Firm », *The Quarterly Journal of Economics*, 109(4), pp. 995-1025.
- SMARZYNSKA B. & WEI S. (2000), « Corruption and Composition of Foreign Direct Investment: Firm Level Evidence », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 2360, 25 pages.
- STARK D. & BRUSZT L. (1998), *Postsocialist Pathways. Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge; New York: Cambridge University Press.
- STARK D. & BRUSZT L. (2001), « One Way or Multiple Paths? For a Comparative Sociology of East European Capitalism », *American Journal of Sociology*, 106(4), pp. 1129-1137.
- STIGLITZ J. (2000), « Quis custodiet ipsos custodes ? Les défaillances du gouvernement d'entreprise dans la transition », *Revue d'Économie du Développement*, n° 1-2, pp. 33-70.
- TANZI V. & DAVOODI H. (1997), « Corruption, Public Investment and Growth », *IMF Working Paper*, n° 97/139, 23 pages.
- TANZI V. & DAVOODI H. (2000), « Corruption Growth and Public Finance », *IMF Working Paper*, n° 00/182, 27 pages.
- TREISMAN D. (2000), « The Cause of Corruption: A Cross-National Studies », *Journal of Public Economics*, 76, pp. 399-457.
- WEI S. (1999a), « Corruption in Economic Development: Beneficial Grease, Minor Annoyance or Major Obstacle », *World Bank Policy Research Working Paper*, n° 2048, 28 pages.
- WEI S. (1999b), « How Taxing is Corruption on International Investors? », *Review of Economic and Statistics*, Vol. 81, n° 4, pp. 1-12.
- WHITE H. (1980), « A heteroskedasticity-consistent covariance matrix estimator and a direct test for heteroskedasticity », *Econometrica*, 48 (4), pp. 817-838.
- WORLD BANK (2000a), *Making the Transition Work for Everyone: Poverty and Inequality in Europe and Central Asia*, September, Washington, D.C.: The World Bank, 516 pages.
- WORLD BANK (2000b), *Anticorruption in Transition: A Contribution to the Policy Debate*, September, Washington, D.C.: The World Bank, 136 pages.